

PPRi LA MEUSE – DEPARTEMENT DES VOSGES
COMMUNES DE BAZOILLES SUR MEUSE, NEUFCHATEAU, FREBECOURT,
COUSSEY, DOMREMY LA PUCELLE, MAXEY SUR MEUSE ET GREUX
NOTE DE PRESENTATION DU DOSSIER COMMUNAL

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	2
INTRODUCTION	3
1. DEMARCHE GLOBALE DE GESTION DES INONDATIONS	3
2. LES PLANS DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES	4
3. LES RAISONS DE LA PRESCRIPTION D'UN PPRi SUR LES COMMUNES RIVERAINES DE LA MEUSE.....	5
3.1. <i>Plusieurs fortes crues historiques</i>	5
3.2. <i>Un contexte hydrogéomorphologique particulier</i>	5
3.3. <i>Des enjeux humains et économiques</i>	5
3.4. <i>Les objectifs du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin -Meuse en matière de Prévention du Risque Inondation</i>	6
PPRi - PROCEDURE D'ELABORATION	7
4. ELABORATION DU PPRi : UNE DEMARCHE SIMPLE ET CONCERTEE	7
DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU PPRi – ELABORATION DE CES DOCUMENTS.....	9
5. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU PPRi.....	9
6. ELABORATION DES PLANS DE ZONAGE	10
6.1. <i>Cartographie de l'aléa inondation</i>	10
6.2. <i>Cartographie des enjeux</i>	14
6.3. <i>Plans de zonage</i>	16
PPRi - CONSEQUENCES	17
7. EFFETS DU PPRi	17
7.1. <i>Généralités</i>	17
7.2. <i>Conséquences pour les biens et activités</i>	17

PREAMBULE

Par arrêtés en date du 14 mars 2001 et du 13 novembre 2002 le Préfet des Vosges a prescrit l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques d'inondation dans les communes des Vosges traversées par la Meuse, soit :

- Bazoilles-sur-Meuse
- Neufchâteau
- Frébécourt
- Coussey
- Domrémy-la-Pucelle
- Maxey-sur-Meuse
- Greux

Pour ce faire, la Direction Départementale de l'Équipement des Vosges, chargée de l'élaboration des PPR dans le département, a confié au bureau d'études SOGREAH la mission de l'accompagner dans cette démarche.

La présente note, jointe aux cartes d'aléas et aux cartes d'enjeux, a pour objet de présenter la démarche globale de gestion des inondations, les secteurs concernés, les inondations prises en compte, la manière dont les cartes d'aléas et d'enjeux ont été réalisées et leur contenu.

INTRODUCTION

1. DEMARCHE GLOBALE DE GESTION DES INONDATIONS

La loi n° 95-101 du 2 février 1995 et les circulaires du 24 janvier 1994 et du 2 avril 1996 fixent les grandes orientations de la politique de l'Etat en matière de gestion des zones inondables.

Dans sa « Doctrine d'élaboration des Plans de Prévention des Risques dans le Bassin Rhin Meuse » diffusée par le préfet coordonnateur de bassin le 19 juin 2001, la Direction Régionale de l'Environnement de la Lorraine (DIREN) a repris ces grandes orientations.

Deux objectifs principaux sont visés :

- Assurer la sécurité des biens et des personnes et interdire les constructions nouvelles dans les zones les plus exposées
- Préserver les capacités d'écoulement et les champs d'expansion des crues en limitant l'urbanisation et en y interdisant l'implantation de tout endiguement ou remblai pour permettre à ces zones de jouer leur rôle d'écrêtement naturel et de dissipation de l'énergie des crues,

L'action prioritaire porte ainsi sur la limitation, voire l'interdiction des activités humaines en zones inondables, dans l'objectif de minimiser les risques en recherchant parallèlement l'amélioration des techniques de prévention et celle de l'organisation des systèmes d'alerte et de secours.

2. LES PLANS DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES

Les Plans de Prévention des Risques naturels prévisibles (PPR) ont été institués par la loi n°95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement.

Cette loi a permis de compléter la loi du 2 juillet 1987 portant sur l'organisation de la sécurité civile et la prévention des risques majeurs.

Les éléments constitutifs et la procédure d'élaboration et de modification des PPR sont définis par le décret d'application n°95-1089 du octobre 1 995.

Dans ce contexte, les PPR ont été appelés à remplacer les anciens outils de prises en compte des risques naturels qui étaient avant 1995 :

- Les plans d'expositions aux risques naturelles prévisibles (PER), institués par la loi du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles,
- Les plans de surfaces submersibles (PSS) établis en application des articles 48 à 54 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure
- Les périmètres de risque institués en application de l'article R111-3 du code de l'urbanisme.

Depuis la loi du 2 février 1995, les Plans de Prévention des Risques naturels prévisibles constituent l'outil privilégié de mise en œuvre des actions de prévention des risques naturels (inondations, mouvements de terrains, avalanches, incendies de forêts, séismes, éruptions volcaniques, tempêtes et cyclones).

Les PPR approuvés par le Préfet constituent une servitude d'utilité publique : ils orientent à ce titre l'urbanisme et la construction dans les espaces exposés directement ou indirectement à un risque naturel.

La présente procédure concerne le risque naturel prévisible "INONDATION", et vise à aboutir à un Plan de Prévention des Risques d'inondations (PPRi).

3. LES RAISONS DE LA PRESCRIPTION D'UN PPRi SUR LES COMMUNES RIVERAINES DE LA MEUSE

3.1. PLUSIEURS FORTES CRUES HISTORIQUES

Lors de la dernière décennie, plusieurs fortes crues ont montré la vulnérabilité des communes riveraines de la Meuse vis à vis de l'aléa inondation ; ce sont notamment les crues d'avril 1983, janvier 1995, décembre 1996, mars 1999 et décembre 2001.

3.2. UN CONTEXTE HYDROGEOMORPHOLOGIQUE PARTICULIER

Lors d'événements pluviaux exceptionnels les paramètres de la vallée de la Meuse forment un contexte hydrogéomorphologique propice à la genèse de crues importantes :

- la forme allongée et étroite du bassin versant de la Meuse et des ses affluents,
- la confluence de la Meuse avec deux affluents de tailles relativement importantes : le Mouzon et le Vair,
- l'absence de développement important du lit majeur,
- la naissance des cours d'eau Meuse, Mouzon et Vair dans des terrains argileux et argilo-gréseux .

3.3. DES ENJEUX HUMAINS ET ECONOMIQUES

La crue de décembre 2001 a montré la sensibilité aux crues de la Meuse de plusieurs secteurs habités de la vallée :

- Bazoilles-sur-Meuse : partie basse du village, submersion de la RD74,
- Neufchateau : confluence Meuse / Mouzon, zones d'activités et de loisirs,
- Frébécourt : partie basse du village,
- Coussey : autour de la RD3
- Domrémy-la-Pucelle et Greux : autour de la RD164
- Maxey sur Meuse : la scierie

3.4. LES OBJECTIFS DU SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU BASSIN RHIN -MEUSE EN MATIERE DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse, adopté le 2 juillet 1996 et approuvé le 15 novembre 1996 par le Préfet Coordonnateur de Bassin, émet le constat que les conséquences catastrophiques des récentes inondations résultent de la mauvaise maîtrise de l'urbanisation en zones inondables mais également de leur remblaiement, de l'imperméabilisation des surfaces, de la modification des pratiques agricoles ainsi que de l'absence d'entretien des cours d'eau.

L'objectif de limitation des risques dus aux inondations par des mesures préventives a donc été retenu par le SDAGE, avec notamment comme mesures d'applications :

- La cartographie des crues historiques,
- La réalisation d'atlas de zones inondables ,
- La mise en place de PPRi,
- L'amélioration de l'efficacité des systèmes d'annonce de crues,
- La réalisation d'aménagements de protection des sites déjà urbanisés, dans le cadre de la loi sur l'Eau du 3 janvier 1992.

En l'absence de PPR fixant les limites des zones d'expansion des crues, l'article D.5.1 du SDAGE prévoit que « les zones inondables naturelles, résiduelles et de fréquence centennale sont préservées de tout remblaiement, de tout endiguement et de toute urbanisation ».

La Doctrine d'élaboration des PPRi de la DIREN rappelle que cette mesure « vise à éviter que l'aménagement d'une vallée ne conduise, par la suppression d'une partie importante de ses zones d'expansion des crues :

- A l'accélération et à l'aggravation des caractéristiques, en débit et cotes, des écoulements en aval,
- A l'aggravation des conditions d'écoulement en crue en amont immédiat de ces zones lorsqu'elles sont endiguées ou remblayées alors qu'elles contribuaient à l'écoulement dynamique des crues,
- A l'exposition éventuelle de nouveaux biens et personnes au risque d'inondation dans les zones concernées ».

Ces différents paramètres ont conduit M. le Préfet des Vosges à prescrire l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques d'Inondation sur les communes riveraines de la Meuse.

PPRi - PROCEDURE D'ELABORATION

4. ELABORATION DU PPRi : UNE DEMARCHE SIMPLE ET CONCERTEE

Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation est une **procédure concertée entre l'Etat, représenté par le service instructeur (DDE) et les communes concernées** afin de définir dans les meilleures conditions les mesures pérennes et efficaces du PPRi.

Un Plan de Prévention des Risques d'Inondation suit les différentes étapes suivantes :

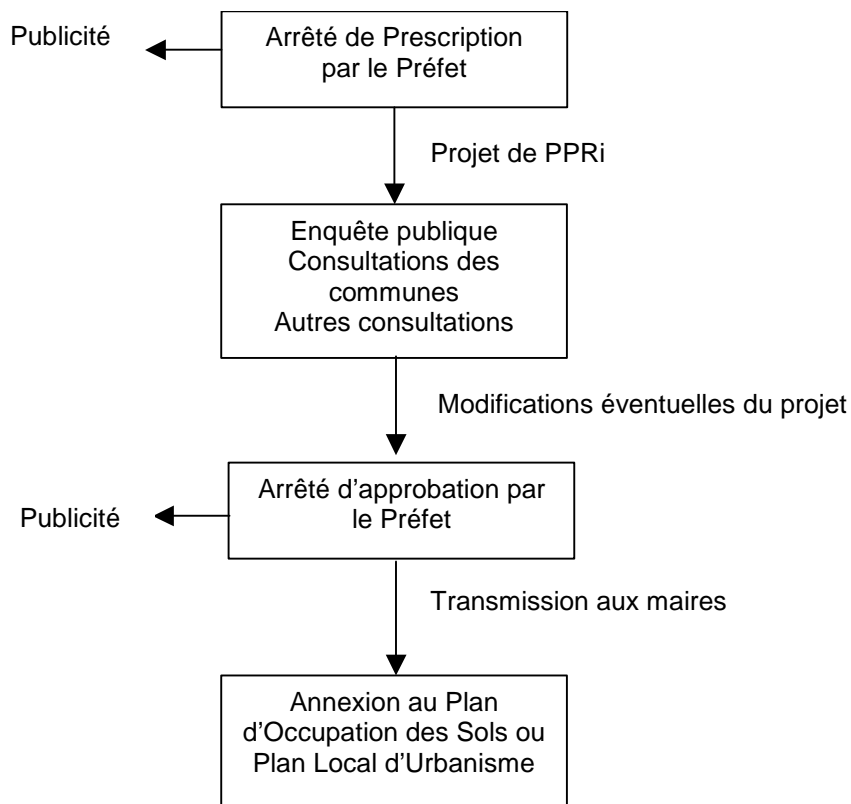
- **1^{ère} étape** : arrêté préfectoral de prescription,
- **2^{ème} étape** : élaboration du projet de PPRi :
 - réalisation des cartes d'aléas et analyse des enjeux puis validation par les collectivités,
 - proposition de projet de zonage et de règlement,
 - constitution du dossier d'enquête publique,
- **3^{ème} étape** : enquête publique et consultation des communes,
- **4^{ème} étape** : modification éventuelle du projet de PPRi,
- **5^{ème} étape** : approbation du PPRi par le préfet,
- **6^{ème} étape** : annexion du PPRi aux Plan d'Occupation des Sols ou Plan Local d'Urbanisme des communes après transmission aux maires.

L'élaboration du PPRi s'appuie sur une démarche de concertation de manière à partager les connaissances, favoriser l'émergence d'une culture commune du risque et élaborer en commun un document réussi et applicable.

Il est à noter que le Plan de Prévention des Risques d'Inondation est révisable à tout moment et qu'une application anticipée de certaines prescriptions est possible : lorsqu'un PPRi est en cours d'élaboration, et que l'urgence le justifie, M. le Préfet peut, après consultation des maires concernés, rendre immédiatement opposables certaines dispositions par arrêté préfectoral. Les maires concernés disposent d'un délai d'un mois pour faire part de leurs observations. Ces dispositions cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de 3 ans.

PPRi LA MEUSE – DEPARTEMENT DES VOSGES
COMMUNES DE BAZOILLES SUR MEUSE, NEUFCHATEAU, FREBECOURT,
COUSSEY, DOMREMY LA PUCELLE, MAXEY SUR MEUSE ET GREUX
NOTE DE PRESENTATION DU DOSSIER COMMUNAL

La procédure d'élaboration du PPRi est synthétisée dans le graphique suivant :



DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU PPRi – ELABORATION DE CES DOCUMENTS

5. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU PPRi

Le PPRi est un document qui délimite les zones exposées aux risques d'inondations en y prescrivant des mesures d'interdiction ou des mesures de prévention à mettre en œuvre par les particuliers et les collectivités. Le PPRi peut non seulement réglementer les occupations et utilisations des sols à venir, mais également imposer des mesures aux constructions, ouvrages, biens et activités existant antérieurement à son approbation.

Le PPRi comprend :

- Une note de présentation, qui indique le secteur géographique concerné, la nature des risques pris en compte et leurs conséquences, suivant l'état des connaissances,
- Des documents graphiques : cartes des crues historiques, cartes d'aléas hydrauliques, cartes d'enjeux, plans de zonage qui divisent le territoire concerné des différentes communes suivant le risque d'inondation (résultant du croisement de l'aléa et des enjeux),
- Un règlement, qui détermine les mesures d'interdiction et de prévention qui s'appliquent dans les différentes zones à risque tant pour les occupations des sols futures que pour l'existant.

6. ELABORATION DES PLANS DE ZONAGE

Les plans de zonages seront élaborés en croisant les cartes d'aléas avec les cartes d'enjeux de manière à définir les zones où il existe un risque fort pour les biens et les personnes, les zones d'expansion des crues à préserver et les zones où l'urbanisation sera possible sous certaines conditions. A chaque zone, correspond un règlement avec des prescriptions spécifiques.

6.1. CARTOGRAPHIE DE L'ALEA INONDATION

6.1.1. DESCRIPTION GENERALE DE L'ALEA INONDATION

L'aléa inondation représente le phénomène naturel engendré par une crue. Il est décrit par des grandeurs physiques : niveau d'eau, débit, vitesse d'écoulement, durée de submersion.

Pour sa probabilité d'occurrence (période de retour), il est représenté par une cartographie synthétisant les éléments suivants :

- Etendue de la zone inondable,
- Cote du niveau d'eau.

La probabilité d'occurrence retenue pour l'élaboration d'un PPRi est la crue centennale ou la plus forte crue historique si elle est d'une intensité supérieure à la crue centennale.

La probabilité d'occurrence est exprimée usuellement en période de retour : une crue centennale a une probabilité d'occurrence de 1/100 chaque année (autrement dit cet événement a « 1 chance sur 100 » de se produire chaque année), une crue décennale a une probabilité d'occurrence de 1/10 chaque année. Une crue centennale peut ainsi statistiquement se produire plusieurs fois par siècle.

6.1.2. DONNEES DE BASES DE LA CARTOGRAPHIE DES ZONES INONDABLES DE LA MEUSE SUR LE TERRITOIRE CONCERNE PAR LE PPRi

La cartographie des zones inondables de la Meuse est basée sur la modélisation numérique de la crue centennale, dont la cartographie est ajustée d'après les zones inondées lors de la crue de décembre 2001 (dont la période de retour est très proche de la crue centennale pour la Meuse, le Mouzon et le Vair).

Le modèle numérique des écoulements de la Meuse tient compte des éléments suivants :

- De la morphologie du lit de la Meuse. Des levés topographiques du lit de la Meuse ont été réalisés à cet effet par un cabinet de géomètres experts.
- Des ouvrages positionnés dans le lit de la Meuse (ponts, seuils, vannes...) relevés par un cabinet de géomètres expert (voir l'exemple ci-dessous).
- Des mesures de débit réalisées par la DIREN aux stations de Goncourt, Neufchâteau, Domrémy-la-Pucelle, Circourt, Belmont sur Vair et Soulosse sous St-Elophé.
- Des photographies aériennes réalisées lors des crues de janvier 1995, décembre 1996 et mars 1999 (voir l'exemple ci-dessous).
- Des relevés de niveaux de la crue de décembre 2001 réalisés par un cabinet de géomètres expert.

PPRi LA MEUSE – DEPARTEMENT DES VOSGES
COMMUNES DE BAZOILLES SUR MEUSE, NEUFCHATEAU, FREBECOURT,
COUSSEY, DOMREMY LA PUCELLE, MAXEY SUR MEUSE ET GREUX
NOTE DE PRESENTATION DU DOSSIER COMMUNAL

6.1.3. CAPACITE DE REPRESENTATION ET DEGRE DE PRECISION DU MODELE NUMERIQUE DES ECOULEMENTS DE LA MEUSE

6.1.3.1. TYPE DE MODELISATION

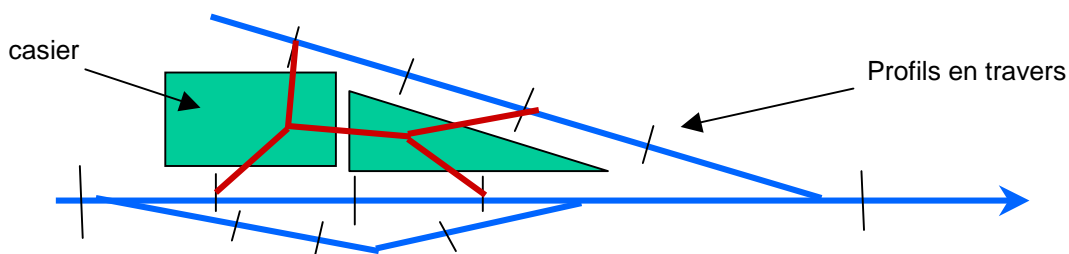
6.1.3.1.1. EN AVAL DE NEUFCHATEAU

Le modèle numérique des écoulements de la Meuse a été réalisé par le bureau d'études BCEOM pour le compte de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Meuse et de ses Affluents (EPAMA) en 1999-2001.

Le modèle utilisé permet la modélisation des écoulements maillés en régime transitoire. Ainsi, ce modèle permet l'étude d'échanges entre le lit mineur et le lit majeur, d'échanges entre la Meuse et ses affluents, entre des champs d'inondations hétérogènes et l'étude des processus de propagation d'ondes de crues entre l'amont et l'aval d'un cours d'eau.

Les lits mineurs (compris entre les deux berges) et majeurs (champs d'inondations) des cours d'eau sont représentés par des enchaînements de cellules (ou casiers) tenant compte de la topographie du site (voir figure ci-dessous).

Calé à partir des repères de crues, le modèle permet de calculer, à chaque instant, d'une part les transferts d'eau entre chaque cellule et, d'autre part, la cote d'eau résultante au centre de chaque casier.



6.1.3.1.2. EN AMONT DE NEUFCHATEAU

Le modèle numérique des écoulements de la Meuse a été réalisé par le bureau d'études SOGREAH pour le compte de la Direction Départementale de l'Équipement des Vosges en 2003.

Le modèle utilisé permet la modélisation des écoulements en régime permanent. En effet, la Meuse ne comprend pas de diffuences sur la commune de Bazoilles et le lit majeur relativement étroit (environ 100-200m) participe largement à l'écoulement des crues. Ainsi, ce modèle permet le calcul des courbes de remous à partir des conditions aux limites externes du modèle (débits amont et latéraux et conditions de cotes à l'aval).

PPRi LA MEUSE – DEPARTEMENT DES VOSGES
COMMUNES DE BAZOILLES SUR MEUSE, NEUFCHATEAU, FREBECOURT,
COUSSEY, DOMREMY LA PUCELLE, MAXEY SUR MEUSE ET GREUX
NOTE DE PRESENTATION DU DOSSIER COMMUNAL

Les lits mineurs (compris entre les deux berges) et majeurs (champs d'inondations) des cours d'eau sont représentés par un enchaînement de profils en travers tenant compte de la topographie du site (voir figure ci-dessous).



6.1.3.2. IMPRECISIONS DU MODELE

Les hypothèses prises en compte dans les équations et les formules résolues par le logiciel de calcul conduisent toutefois inéluctablement à une simplification de la représentation des écoulements réels.

Ainsi, certains phénomènes multidirectionnels, tels que les écoulements turbulents au voisinage des ouvrages, ou les écoulements débordants à faible hauteur, ne sont pas directement quantifiables par le calcul pur.

La précision des résultats annoncés sur les niveaux absolus des crues simulées dépend donc :

- de la représentativité des coefficients empiriques représentant la complexité des écoulements multidirectionnels,
- de l'imprécision inhérente à la topographie,
- du calage du modèle qui est précis à 15 centimètres près en zones urbaines et 30 cm près en zones rurales par rapport aux laisses de crues connues, mais dont la validité est encore conditionnée par la finesse de l'analyse hydrologique et la connaissance précise des hydrogrammes des crues de calage.

6.1.4. DEFINITION DE L'ALEA INONDATION

La cartographie de l'aléa inondation comprend le contour des zones inondables et les secteurs soumis à des hauteurs de submersion supérieures à 1 mètre et l'altimétrie du plan d'eau.

La cartographie de l'aléa inondation reprend la synthèse des résultats de modélisation informatique des crues de la Meuse pour la crue centennale, élargie en tenant compte des investigations de terrain relatives à l'extension de la zone inondée lors de la crue de fin décembre 2001. Ces dernières informations ont été obtenues auprès des mairies des communes concernées par le PPRi. Notamment, il s'est avéré que l'enveloppe de la zone inondée lors de la crue de fin décembre 2001 est plus large que la cartographie des zones inondables réalisée par l'EPAMA. Des levés topographiques de repères de crue ont fait apparaître une différence moyenne de 50 centimètres entre les deux sources.

6.2. CARTOGRAPHIE DES ENJEUX

6.2.1. INTRODUCTION

7 types d'enjeux ont été définis :

- 1 : centre ville,
- 2 : habitat hors centre ville (pavillonnaire et collectif)
- 3 : zones industrielles et commerciales
- 4 : équipements collectifs (terrains de sport, gymnases, espaces verts et de loisir, bases nautiques, campings, stations d'épuration ou de pompage...)
- 5 : réseau routier
- 6 : zone agricole
- 7 : autres zones: cours et plans d'eau, marais, zones d'extraction de matériaux, forêts, landes, broussailles, prairies,...

PPRi LA MEUSE – DEPARTEMENT DES VOSGES
COMMUNES DE BAZOILLES SUR MEUSE, NEUFCHATEAU, FREBECOURT,
COUSSEY, DOMREMY LA PUCELLE, MAXEY SUR MEUSE ET GREUX
NOTE DE PRESENTATION DU DOSSIER COMMUNAL

6.2.2. DEFINITION DES ENJEUX

6.2.2.1. 1 : CENTRE VILLE

Cette classe concerne les secteurs urbains denses où se mêlent de l'habitat, des commerces, des artisans, des PMI-PME, etc, et où le coût surfacique des dommages engendrés par les inondations est très élevé.

6.2.2.2. 2 : HABITAT HORS CENTRE VILLE

Cette classe a été tracée en intégrant l'ensemble de la parcelle et non pas seulement le bâti, afin de tenir compte des modifications très locales du bâti. Cette classe comprend les bourgs de petites communes.

6.2.2.3. 3 : ZONE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

Cette classe comprend les entreprises d'importance, les moyennes et les grandes surfaces, les zones industrielles, les grands centres agricoles industrialisés, etc.. où les inondations engendrent des pertes directes et un chômage technique. Le tracé intègre l'ensemble de la parcelle et non pas seulement le bâti.

6.2.2.4. 4 : EQUIPEMENTS COLLECTIFS

Cette classe regroupe les terrains de sport, les gymnases, les espaces verts et de loisirs, les bases nautiques, les campings, les stations d'épuration ou de pompage, etc.

6.2.2.5. 5 : RESEAU ROUTIER

Ce type comprend les routes départementales et nationales et les autoroutes, ainsi que quelques routes nécessaires à la liaison entre certains villages.

6.2.2.6. 6 : ZONES AGRICOLES

Cette classe concerne les terres cultivées. Elle a été constituée à partir de la nomenclature au niveau 2 de CORINE Land Cover (réalisé par l'Institut Français de l'Environnement selon des images Spot) et rassemble les postes « 2.1 Terres arables », « 2.2 Cultures permanentes », « 2.4 Zones agricoles hétérogènes ». L'enjeu y prend une dimension particulière car ce sont souvent des zones d'expansion des crues. Le poste « 2.3 Prairies » a été classé dans la « classe 7 : autres ».

6.2.2.7. 7 : AUTRES ZONES

Cette classe regroupe des zones où le coût des dommages reste négligeable par rapport au coût des autres types de zones. Ce sont souvent des zones d'expansion de crues.

NB : les enjeux ne sont identifiés que dans les zones qui sont inondables sur la carte d'aléas .

6.3. PLANS DE ZONAGE

Les plans de zonage comprennent trois types de zones :

- Zone rouge : elle concerne les secteurs inondables suivants :
 - Secteurs habités, soumis à des hauteurs de submersion supérieures à 1 mètre, correspondant aux enjeux suivants (voir définition ci-dessus) :
 - 1 : centre ville,
 - 2 : habitat hors centre ville,
 - 3 : zone industrielle et commerciale,
 - Secteurs non habités, correspondant aux enjeux suivants (voir définition ci-dessus) :
 - 4 : équipements collectifs,
 - 5 : réseau routier,
 - 6 : zones agricoles,
 - 7 : autres zones.
- Zone bleue : elle concerne les secteurs inondables suivants :
 - Secteurs habités, soumis à des hauteurs de submersion inférieures à 1 mètre, correspondant aux enjeux suivants (voir définition ci-dessus) :
 - 1 : centre ville,
 - 2 : habitat hors centre ville,
 - 3 : zone industrielle et commerciale,
- Zone blanche : les secteurs non inondables pour la crue de référence.

La réglementation s'appliquant dans chacune des zones est précisée dans le règlement du PPRi.

PPRi-

CONSEQUENCES

7. EFFETS DU PPRi

7.1. GENERALITES

Le PPRi vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU) des communes concernées, conformément à l'article L126.1 du code de l'urbanisme.

Tout dossier soumis à instruction (permis de construire, aménagements et travaux divers, etc.) relatif à des travaux, aménagements, installations ou constructions dans le périmètre inondable défini par le PPRi devra être accompagné des éléments d'information permettant d'apprécier la conformité du projet au règlement du PPRi. Le PPRi est opposable à toute personne publique ou privée dès achèvement de la dernière mesure de publicité de l'acte ayant approuvé le PPRi.

Afin d'assurer la compatibilité entre les dispositions du PLU et celles du PPRi, il convient, si nécessaire, de modifier ou réviser le PLU approuvé. Lorsque le PLU est en cours d'élaboration ou de révision, l'Etat informera la commune des contraintes apportées par le PPRi dans le cadre du « porter à connaissance » afin qu'elles soient prises en compte.

7.2. CONSEQUENCES POUR LES BIENS ET ACTIVITES

Les biens et activités existants ou autorisés antérieurement à la publication du PPRi continuent à bénéficier du régime général de garantie prévu par la loi n°82-600 du 13 juillet 1982.

Le respect des dispositions du PPRi conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel sous réserve que l'état de « catastrophe naturelle » soit constaté par arrêté interministériel.

Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par le PPRi ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou de l'exploitation prescrites est répréhensible. En application de l'article 40.5 de la loi du 22 juillet 1987, les infractions aux dispositions du PPRi sont constatées par les fonctionnaires ou agents de l'Etat ou des collectivités publiques habilitées. Le non-respect constaté de ces dispositions est puni des peines prévues à l'article 480.4 du code de l'urbanisme.

oOo